

Propositions De Gestion De L'agriculture Française:

Série de propositions ayant un impact sur
l'économie, l'environnement et la société.

Proposition de loi pour la protection et l'autonomie
alimentaire de la France.

Introduction sur la proposition d'autonomie alimentaire	2
Résumé des faits liés a cette proposition	4
Propositions concrètes et immédiates	5
Résumé de la proposition de loi	8

Introduction sur la proposition d'autonomie alimentaire

L'histoire et la géographie de la France, lui octroie une place privilégiée dans le monde agricole. Depuis la nuit des temps, la Gaule, la France ont grandi, se sont développés grâce à des terres fertiles, diverses, et donc une population autochtone orientée sur des améliorations, des développements, des expertises dans la gestions des sols, de paysages enviés du monde entier, et surtout dans la production de denrée d'une extrême qualité avec une vision à long terme. L'accession au rang de puissance mondiale s'est construite autour d'une base, d'une structure, d'une colonne vertébrale, et donc d'une agriculture performante. L'attraction de la France vient principalement de ses paysages variés, forgés par nos agriculteurs, et d'un artisanat et d'une industrie alimentaire sans égale.

C'est de moins en moins le cas, avec des gouvernements successifs qui ignorent, détruisent et massacrent ces bases historiques, économiques, écologiques, et traditionnelles de la France. En 1800, 86% de la population était rurale, avec 66% vivant de l'agriculture (Source Cahier de l'ISEA). En 1900, les chiffres sont tombés à 59% et 42% respectivement, puis, en 1968 à 35% et 15%. Ceci équivalait, quand même, à 7,5 million d'agriculteurs pour une population de 50 million. Cette tendance n'est pas unique pour la France. L'industrialisation rampante a eu des effets similaires partout dans le monde. Mais, elle est bien plus dramatique en France qu'ailleurs de par l'histoire et la géographie de la France. La chute a continué à 7,4% en 1984, à 2,6% en 2000, à 1,5% en 2019 (Source INSEE). De plus, le ministère de l'agriculture acquiesce d'une chute du nombre d'exploitation de 1,6 millions d'exploitation (1970) à moins de 400,000 en 2020, et ceci pour moins de 1% de réduction des sols.

La France diffère des autres nations de par sa diversité agricole. Les sols, les climats, les altitudes, les saisons, les pratiques, les traditions, ne sont pas les mêmes en Bretagne, en Provence, en Aquitaine, en Alsace, en Corse, en Savoie, ou dans les DOM/TOM. La France jouit d'une diversité encore plus considérable que tout le continent américain, partiellement aussi dû aux traditions ancestrales spécifiques établies pendant plusieurs millénaires. Il n'y a pas une agriculture de France, mais des agricultures de régions françaises. Les régions, leurs traditions, leurs paysages, leurs diversités, leurs produits régionaux et locaux ont fait la force, la vitalité, les originalités de la France. Tout ceci était à l'origine d'agricultures variées, autonomes de nos régions françaises.

La protection de la nature, de l'environnement est intégralement liée à l'agriculture. Tout est très simple dans ce domaine. Plus les exploitations sont grandes et industrialisées, plus l'utilisation des insecticides et fertilisants est grande. Plus l'agriculture est intensive, plus la déplétion des sols est importante. Il faut se rappeler, que le fléau écologique le plus important n'est pas l'émission de CO2, mais l'appauvrissement des sols. 200 à 400 années d'accumulation de végétations sont nécessaires pour créer 1cm de terre productive. De plus, jusqu'à 40% des fertilisants, et plus pour les insecticides, se perdent dans l'air (pollution: ammoniac et autres) et dans les eaux, contribuant aux pollutions maritimes, au détrimement des pêcheries et production de mollusques. Les jachères devraient être une obligation pour toutes les agricultures du monde. L'interdiction de certains produits, ou le traitement des animaux, aux antibiotiques ou hormones crée des produits impropres à la consommation. La concurrence internationale, non-contrôlable a forcé nos agriculteurs à les utiliser, contre leurs grés.

Les récents événements d'Ukraine et de Russie ont, encore une fois, démontré que la protection des populations passe par la possibilité de pouvoir la nourrir. Toute dépendance alimentaire de "l'extérieure" implique un danger fondamental pour les populations. Même si le pays n'est pas concerné par le conflit, une dépendance force une implication dans le conflit et donc une propension à prendre partie dans les conflits mondiaux. Il est donc primordial pour la France, et pour les autres nations, de tenter, ou de minimiser, les dépenses alimentaires pour sauvegarder la paix dans le monde, et la mondialisation des conflits.

Il est reconnu que les populations souffrent de mauvaises nutriments. De nombreux fléaux, simples à éviter, dommage nos santé. L'accroissement de diabète de type B, est engendré principalement par une augmentation statistique de l'IMC (Indice de Masse Corporelle). En France, le surpoids (IMC de 25 à 30) est passé de 23% dans les années 80 à 33% en 2016, et l'obésité (IMC > 30) de 5,3% à 17% en 2020. Ceci n'est qu'un indicateur, mais les carences nutritionnelles sont majeures, surtout pour les jeunes, les premières victimes de la "malbouffe". Ici encore, une agriculture, nationale, régionale (diversifiée), et produite sagement est la sauvegarde de la santé et de la nation. La France a (avait) un avantage significatif sur les autres pays du monde.

Les objectifs déclarés de la PAC (Politique Agricole Commune) sont de stabiliser les marchés, garantir des prix raisonnables et garantir les approvisionnements.

Le premier objectif n'est certainement pas présent avec des prix déterminés par des corporations toujours plus puissantes. L'agriculteur moyen ne s'y retrouve plus. Les grands groupes Danone, Lactalis achètent le litre de lait toujours à la baisse, argumentant des prix d'achat globaux, et pour défendre le prix d'achat souvent sous les 20 centimes le litre, pour un prix de vente de 1,20 Euro. On peut calculer comme l'on veut, mais le groupe Lactalis déclarait des net-profits de seulement 200,000 Euro en 2013, mais 80 millions d'euros en 2016, 186 millions en 2021 (215 en 2020).

Le deuxième objectif est pour le moins une catastrophe évidente. La poussée vers la mondialisation, vers la compétitivité biaisée devait apporter un gain pour les consommateurs, grâce aux économies d'échelles et autres actions de productions intensives. Ce "gain" varie avec les différentes statistiques, mais semble aller du doublement au triplement des prix. Par exemple, le litre de lait est passé de 38 centimes en 1980 à 94 en 2018 - la baguette de 25 centimes à 87 - La douzaine d'œufs de 1,18 Euro à 2,65 - le kg de faux-filet de bœuf de 8,08 Euro à 27,90 - Huile de 1,18 à 3,60. Certainement, tout a augmenté, les salaires aussi, mais ce changement de type d'agriculture a été pire pour les produits alimentaires que pour les autres. Ce système ne nous a pas protégé de l'inflation, et, de plus, a considérablement diminué la qualité de produits.

Le troisième objectif est également totalement défaillant. La France a connu des pénuries jamais encore rencontrées. L'année dernière seulement, la France a fait face à des pénuries de moutarde, de blé, de sarrasin, de pain. Cette année on attend des pénuries de viande rouge, de pain, de riz, d'huile, de pois chiches, de céréales. On ne peut dire que "bravo".

La PAC, ou l'Européanisation de l'agriculture distribue 58,3 milliards aux pays membres dont 9,5 milliards d'aide à l'agriculture à la France le plus grand bénéficiaire (mais pas en %). La France contribue à près de 20% du budget total européen mais ne reçoit que 14% en retour. La contribution de la France à l'Europe ne cesse de croître de 18 Milliard d'Euro en 2017 vers une estimation de 31 Milliards en 2027. La France a payé net, des milliards chaque année pour détruire sa propre agriculture.

La poussée vers la productivité et les règles (ou le manquement des règles) Européennes poussent l'agriculture à l'utilisation de fertilisants, d'engrais et de pesticides. La plupart de ces produits sont importés pour 95% et atteignent 85 milles tonnes (insecticides). Le cout par hectare (source: chambre de l'agriculture) pour le blé dur par exemple était de 1689 Euro /Hectare, dont 230 Euro / ha pour les fertilisants et 185 Euro /ha pour la "protection phytosanitaire" pour un total de 415 Euro/ ha ou 25% des couts. Ceci se recoupe pour la plupart des cultures et renforce la dépendance de la France sur les autres pays (surtout USA / Russie). La dépendance est certaine, mais surtout le bénéfice (productivité versus cout par hectare) n'est pas démontré. Par contre les effets sur l'environnement, et sur les autres secteurs sont très dommageables. Les impacts à long terme sont catastrophiques pour les populations, et les couts cachés (dépollution, traitement des eaux - pollution des océans avec effets immédiats sur la qualité et la productivité de pêches et de mollusques) vont bien au delà des bénéfices pour l'agriculture.

La PAC a donc tout raté, et est le principal outil vers la ruine de nos traditions, nos exploitations, nos agriculteurs, nos produits sains et de qualité et surtout les prospectives de nos futurs, et de celles de nos descendants.

Résumé des faits liés a cette proposition

Avant de faire des propositions pour changer la situation de la France, de son agriculture et de ses agriculteurs (et éleveurs), il faut résumer les points clés qui imposent les changements.

- Les traditions françaises diverses, variées ont construit la France métropolitaine et peint ses paysages et son image dans le monde, tout en contribuant à sa prospérité.
- Par contre, ses artisans, ses collaborateurs, ses travailleurs disparaissent à un rythme jamais atteint pour tomber de 86% en 1800 à moins de 2% aujourd'hui.
- La France est régionale de par ses diversités et ses situations climatologiques, géologiques et traditionnelles.
- En ces temps de discussion sur la protection de l'environnement, une agriculture saine semble être une obligation, mais les actions gouvernementales et Européennes, ont pris un tournant diamétralement opposé aux objectifs de protection de l'environnement et de la santé des Français.
- La France qui jusqu'à quelques années était non seulement indépendante et autonome dans sa production d'aliments mais aussi un contributeur à la nutrition de nombreux pays, est devenue dépendante du reste du monde.
- L'aura de la France et de ses aliments et restauration de qualité exceptionnelle, est maintenant tombé dans les mêmes travers de mauvaise alimentation qui détruisent la santé et les comportements que le monde nous enviait.
- L'adhésion au PAC Européen a atteint l'opposé des objectifs de départ, coute énormément à la France, et détruit nos traditions, nos santés, nos paysages, et nos agriculteurs et éleveurs.

La France doit retrouver une autonomie alimentaire, regagner son aura de qualité de produits, protéger ses artisans, agriculteurs, éleveurs avant qu'ils ne disparaissent complètement. Elle doit reprendre le contrôle de son environnement. Elle doit préserver ses traditions et sa diversité régionale. Elle doit mettre en avant la santé des Français qui passe par une alimentation sure, saine et diverse.

Propositions concrètes et immédiates

Des changements radicaux sont nécessaires, et urgents. Il ne s'agit certainement pas de propositions minimales ou de petites envergures. Ceci implique forcément d'adresser le contrôle des politiques et des choix. Ceux-ci ne doivent en aucun cas être centralisés en France et encore moins en Europe.

Il faut donc, au très strict minimum stopper la dictature de l'Union Européenne. Faut-il quitter l'Europe? Bien sûr, cela serait une solution, mais peut-être pas obligatoire, mais aussi ce ne serait pas à court terme. Ceci prendrait trop de temps pour l'urgence de préserver notre agriculture et notre autonomie et notre indépendance.

Il faut aussi considérer le contrôle régional de nos agricultures. Les décisions doivent être pour la préservation de la France, et ceci implique une gestion régionale, car les agricultures françaises sont trop diverses pour être centralisées, même à Paris.

De plus, notre agriculture doit regagner ses titres de noblesse, et les agriculteurs, éleveurs et autres doivent vivre plus que décemment de leurs travaux pour pérenniser ces institutions.

Voici des options pour un retournement radical pour le bien de la France. Ces options peuvent parfois être combinées.

Regionalization

La France est un ensemble de régions. Les traditions régionales sont dénigrées depuis longtemps vers une centralisation toujours plus lourde. Ceci a favorisé l'emprise d'un groupe centralisé de plus en plus restreint, homogène, et donc plus sensible à la corruption et à des influences mondialistes. Pour nos agricultures ceci est encore plus important. On récolte plus facilement des artichauts en Bretagne, qu'en Provence, où les oliveraies, la lavande, font parti du paysage, des habitudes culinaires ou autres. Les saisons ont un impact majeur sur les rythmes de production. Même s'il y a quatre saisons partout, l'hiver en Savoie n'est pas similaire en Aquitaine. Les climats imposent parfois certains traitements dans certaines régions et pas dans d'autres. Les sols ne réagissent pas pareils à certains fertilisants. Hydrométrie sont aux opposées en Bretagne et en Occitanie.

Pour une bonne agriculture française, il faut une stratégie, des solutions, des réponses régionales, par les régions, pour les régions. Il faudrait fermer le ministère de l'agriculture centralisé, et transférer les compétences dans chaque région. Le Ministère de l'agriculture compte aujourd'hui 36.000 agents, pratiquement 1 pour 10 agriculteurs, trouver l'erreur. Une dizaine, voir une centaine de personnes seraient un maximum nécessaire par région. Pour nos 13 régions ceci ferait 130 à 1300 personnes. Ceci est crucial car, plus il y a d'administrateurs, plus il y a de mesures de contrôles (non-nécessaires), de duplications comme chaque administrateur essaie de justifier sa fonction ou présence. Mettez une personne pour gérer un grand groupe, la gestion sera très simplifiée. Mettez 1000 fonctionnaires pour gérer 1000 travailleurs vous obtenez une complexité administrative. Nos agriculteurs coulent sous les rapports, les retours, les mesures, les contrôles émanant des 36,000 fonctionnaires (salaire d'environ 1 milliard d'Euro), et des quelques centaines à Bruxelles, dont les tâches de chacune sont juste de créer de nouvelles contraintes universelles. La masse salariale est de plus de 1 milliard d'euros.

Une structure régionale de 10 à 100 personnes suffirait pour mettre les bases, régionales, réduire l'administration et réduire les frais. Il serait important que ceux-ci soient élus par le peuple pour les représenter. Ils seraient motivés pour préserver leurs régions.

Préservation des territoires agricoles

Il faut, au moins temporairement un moratorium sur la disparition des terres agricoles et des agriculteurs. Les régions doivent imposer que les terres agricoles le restent, et ne soient pas vendues aux promoteurs, pour, en général, des résidences secondaires.

Les agriculteurs doivent pouvoir garder dans leurs familles les terres et biens liés à leur exploitation: pas de taxe de succession si l'exploitation est reprise par la famille (et exploitée bien sûr).

Etablir un minimum de production pour l'autonomie alimentaire de la France.

Comme mentionné ci-dessus, et comme prouvé récemment avec les conflits internationaux, une autonomie alimentaire est fondamentale à nos libertés, et aussi pour notre indépendance d'esprit envers tous les conflits. Il faut établir un minimum de production de tous les produits alimentaires, sains (préservation de la santé), non-dépendant d'importation d'insecticides et fertilisants. La liste et volumes des produits est facilement établis, et doit être variés et complètes.

Il faut établir que ce minimum est nécessaire pour la France, et donc ne rentre pas dans le PAC. Le reste, le surplus pour l'export peut rester dans le PAC sans problème.

Les produits liés à l'autonomie pourraient faire appel à un label français (Autonomie - exclusivité française...), et également de distribution nationale spécifique.

Avec ses territoires et départements d'Outre-Mer, la France a accès à pratiquement toutes les denrées imaginables.

Dans un cadre régional, le contrôle et la distribution doit être organisé, localement (autant que possible), régionalement en deuxième, et inter-régionalement pour les échanges à l'intérieur de l'Hexagone. Ceci satisferait, de plus, toutes les exigences environnementales poussées par l'UE.

Les prix d'achat des consommateurs (circuit court) seraient fixés par les régions.

Paiement minimum pour les agriculteurs

Les agriculteurs et éleveurs doivent recevoir un salaire minimum, en plus des revenus d'exploitation. Le niveau reste à débattre, mais un couple d'agriculteur devrait recevoir par exemple, 1.000 Euros / mois chacun. On pourrait ajouter 500 à 1.000 Euros pour ceux qui font de l'agriculture uniquement biologique qui, en général, demande plus de travail d'un côté, et protège plus l'environnement et donc réduit les coûts dans la région (traitement des eaux - réduction de la pollution - protection des littoraux et de la Pêche). Pour l'estimation de 400,000 agriculteurs, ceci ne ferait que Euro 400 à 800 millions / mois, ou 5 à 10 milliards par an. Ceci correspond au déficit du coût de l'Union Européenne.

Si ce chiffre peut faire peur, il faut garder en tête que la production agricole était estimée à 95 Milliards d'Euro, dont 70 pour l'export, mais en décroissance. De plus les importations augmentent et sont estimées à 56 Milliards d'Euros. Une dizaine de pour-cent de surcoût (si non absorbé par un arrêt des paiements à l'Europe) serait aisément absorbé en arrêtant le déclin et la hausse des importations.

De plus, il faudrait accroître le nombre de personnes (10,000 / 20,000) pouvant suppléer les agriculteurs pour qu'ils bénéficient tous d'au moins 30 jours de vacances.

Il faut également noter que le budget d'aide humanitaire de la France est de 15 milliards pour le soutien des populations à l'étranger. La population française des agriculteurs est la plus en danger, comme indiqué ci-dessus.

Comme indiqué, il y a des possibilités pour contourner les directives Européennes si l'on veut éviter un bras de fer, que la France pourrait facilement gagner avec des dirigeants dignes de ce nom.

Option 1:

Le paiement aux agriculteurs ne serait pas aux "agriculteurs", mais chacun serait nommé, peut-être après une formation fictive, fonctionnaire partiel pour la préservation de l'environnement. À noter, que le ministère de l'environnement a un budget de 10 milliards d'Euro. Les Agriculteurs sont déjà en première ligne de défense de l'environnement. Ceci serait un "ajout" à leurs fonctions et donc ne pourrait pas être compris comme subvention par l'UE.

Option 2:

Si cela ne pouvait se faire, on peut aller un peu plus loin. Comme l'autonomie alimentaire est une question de défense nationale et de protection, les agriculteurs, peuvent tous devenir membre de la défense nationale, dans un nouveau corps (si nécessaire). Ils seraient tous inclus dans le budget de la défense (44 milliards en 2023 - estimé à 69 milliards en 2030). L'UE ne pourrait rien ni redire, car la Défense ne fait pas encore parti de son contrôle.

Option 3:

Une autre option est de créer un nouveau système d'AOC-F (Appellation d'Origine Contrôlée - Française), fait par les régions pour les régions. Sans trop d'administration, on créerait une appellation pour le lait normand, pour l'artichaut Breton, pour tous les produits de nos régions. Les exigences, complexes ou non, seraient établis et décidés par les régions. Elle bénéficieraient de label fait par les régions.

Les producteurs, donc fabricants de produits AOC-F seraient compensés pour ce travail "supplémentaire", ou par des prix spécifiques pour leur permettre une bonne rémunération et la préservation de leurs statuts.

On garderait bien sûr les labels Européens pour les produits pour l'export.

Option 4:

Création d'une association de protection de l'agriculture, dotée de: 10 milliards d'Euros, dont les membres actifs seraient les agriculteurs.

Option 4:

Cette dernière option, est plus comique, mais faisable s'il faut en arriver là. Il suffit de déclarer les agriculteurs comme espèce en voie de disparition, ce qui est effectivement le cas. Ceci imposerait un budget de protection, indépendant, ou dans la ligne de l'UE.

Import de denrée alimentaire en respect des normes de production Françaises

Il en va de soi, mais ce n'est apparemment pas évident aux politiciens, ce qui démontre une corruption rampante. Les normes établies pour la France doit s'appliquer à toutes les importations, quelque en soit l'origine. Comme pour d'autres industries (pharmaceutiques, électroniques, automobiles), les fournisseurs doivent d'abord acquérir un label d'importations qui démontrent le suivi et l'application des normes Françaises. Ceci est fait par pratiquement tous les autres pays.

Résumé de la proposition de loi

L'heure est grave, très grave. Il ne s'agit plus de discuter mais d'agir. La population d'agriculteurs a été décimés, de dizaine de millions il y a quelques décennies à une poignée aujourd'hui (400,000). Pourtant l'agriculture était le corps de la puissance de la France, la diversité de son peuple avec des régions diverses et fleurissantes, l'envie des nations de par ses paysages aussi idylliques que productifs. Il faut la défendre et la préserver.

De plus nos libertés, nos cultures dépendent de notre autonomie alimentaire qui n'avait jamais été mis en question depuis deux millénaires. L'Europe, la tue, et nous contraint lentement, surement, inéluctablement à la décadence, à la disparition de nos identités.

Cela suffit. Il y a quelques solutions, radicales, évidentes, rapides, avec ou sans l'Europe. Nous avons tout à gagner, rien à perdre. Les quelques détracteurs, aussi incompetents que bornés clameront les 70 milliards d'export, mais oublieront le même montant d'import que nous subissons. Ils ne distingueront pas la différence d'un import de basse qualité, non-conforme, dangereux, d'un export de haute gamme, envié et apprécié. Ils n'ont pas la vision qu'une agriculture retrouvée, performante, saine, diversifiée, accroisse son attractivité dans le monde, et refera luire l'aura française.

Il faut agir maintenant. Ne pas appliquer les mêmes solutions qui nous ont amenées au déclin. Ne pas écouter les mêmes dirigeants qui ne comprennent même pas ce qu'ils disent. Appliquons ces quelques proposition aujourd'hui pour sortir de ce marasme, et retrouver notre indépendance, nos libertés, notre aura.